

Des soviets au communisme bureaucratique

Marc Ferro
Gallimard/Julliard, 1980
réédition Gallimard, 2017

Avant-propos (2017) extraits :

[...] Pour dire vrai, à cette date – c'est-à-dire en 1980 – le présent ouvrage comme mon histoire de la révolution ne recueillirent qu'une attention polie. Les bons esprits n'étaient alors préoccupés que de deux questions : y avait-il ou pas une continuité entre le régime institué par Lénine et celui par Staline ? Quel était le degré de validité de l'analyse en terme de totalitarisme ?

Or, nous-mêmes, n'ayant pas de religion sur ces questions, nous nous en sommes posé une tout autre, dès lors que nous avons mis la main sur les milliers de messages et télégrammes que toutes les Russies avaient envoyés au Soviet de Petrograd sitôt l'annonce de la chute du tsarisme. Paysans, soldats, ouvriers, ligues de femmes, allogènes y faisaient connaître leurs aspirations. En les confrontant aux programmes des partis, des syndicats et des autres instances du mouvement ouvrier, puis aux actes du régime institué en février 1917, je tenais entre mes mains le sort de la révolution. Et je procédais tout simplement à la première analyse à partir d'en bas (« from below », disaient les historiens anglo-saxons). A son terme, il apparaissait qu'Octobre était à la fois une deuxième révolution et un coup d'État fomenté par les bolcheviks.

Parallèlement, cette analyse découvrait des pratiques politiques et des changements sociaux qui se trouvèrent, après coup, définir les formes d'un régime qui se perpétua jusqu'à la perestroïka.

La toute première pratique apparut le jour même de la création du Soviet de Petrograd, le 27 février 1917. Ce fut la colonisation du comité exécutif provisoire de ce Soviet, créé spontanément dans l'élan des manifestations de ces journées, par les représentants des grandes organisations ouvrières, ceux-ci ayant été désignés par leur Bureau. Leur légitimité fut reconnue par l'assemblée du Soviet pour autant qu'ils étaient « représentatifs » alors que les membres de l'assemblée avaient été élus on ne sait pas trop comment. Ainsi disparut du Soviet une partie de ceux qui l'avaient instauré, tel le sans-parti Sokolov. Cette pratique s'institutionnalisera à l'avantage des partis politiques et autres organisations qui existaient avant Février.

Le deuxième phénomène qui se manifeste dès le printemps de 1917 fut l'apparition d'institutions autonomes qui ne devaient rien aux partis politiques ni aux syndicats, pas plus d'ailleurs qu'au Soviet de Petrograd. Les premiers comités d'usine surgissent pour satisfaire des revendications que les syndicats n'avaient pas su honorer. Bientôt pour se renforcer, ils se fédèrent et forment un Soviet des comités d'usine ; puis leur Bureau est noyauté par des délégués bolcheviks avant d'être bureaucratifié. Les comités de quartier se constituèrent également spontanément d'eux-mêmes ; ils furent encouragés par le Soviet de Petrograd pour autant qu'ils se proposaient d'assurer la sécurité des nouveaux dirigeants au cas où une réaction militaire les mettrait en danger. Ils servirent aussi de relais au nouveau pouvoir pour aider au logement des sans-abri, au ravitaillement toujours déficient, etc. Bref, ils jouèrent le rôle d'un pouvoir local, mais sans être mandatés. De peur d'une réaction, eux aussi se fédèrent et constituèrent un Soviet des comités de quartier, bientôt rival du Soviet de Petrograd, au moins tant que celui-ci pratiqua avec la bourgeoisie une politique dite « de conciliation ». Leurs permanents furent les premiers apparatchiks qui se rallièrent aux bolcheviks, ce qui se traduisait par ce qu'il est convenu d'appeler la « plébéianisation » de l'appareil d'État (par opposition aux élites politiques quelles qu'elles soient).

La greffe de ces institutions sur le parti bolchevik, avant Octobre et après, fut la manifestation de la double bureaucratisation qui s'était nouée : par en bas et par en haut. Quand un apparatchik, ancien paysan, Kalinine, devient premier président des Soviets, on put avoir le sentiment que le peuple se gouvernait lui-même. Cette plébéianisation ne cesse de se renforcer jusqu'aux années 50. Cependant, la deuxième génération, puis la troisième, héritières d'une active politique éducative, nourrissent dans les soviets l'émergence de dirigeants instruits – ingénieurs, techniciens, enseignants, etc. - qui ne demeurèrent bolcheviks que par leurs fonctions, et mirent bientôt en cause le dogme et la loi du régime.

Le troisième phénomène – la bochevisation de la société – se manifesta à partir de la fin du printemps 1917, quand se révéla pertinent le dilemme qu'avait posé Boukharine : « Ou bien la poursuite de la guerre étouffera la révolution, ou bien la révolution mettra fin à la guerre. » Or le double pouvoir – Soviet et gouvernement – proposa une paix sans annexions ni réparations ; ni les Alliés, ni les puissances centrales n'en voulurent, de sorte que la guerre continua et que Lénine lança avec succès son mot d'ordre : « Paix immédiate, tous le pouvoir aux Soviets », un pluriel qui tenait compte de la multiplication de ceux-ci à travers tout le pays. Vu le mécontentement croissant, la bolchevisation se fit ainsi, d'abord de façon démocratique, par la radicalisation des masses. Puis, elle s'élargit par contagion, ou ralliement de petites formations non bolcheviques – gauche des socialistes révolutionnaires, anarchistes, par exemple. Puis, par la colonisation d'autres institutions, voire par la manipulation de sympathisants, ainsi qu'en donnent l'exemple la création du Comité révolutionnaire ou du Komintern (la III^e Internationale) en mars 1919. Cette bolchevisation s'opéra enfin par la voie autoritaire... C'est cette dernière qui a pris le pas sur les autres avec l'interdiction, les uns après les autres, de tous les partis politiques – bourgeois ou socialistes – et de leurs organes d'expression.

La dictature de la pensée unique est déjà en place à la mort de Lénine, avec la création d'une police politique, la Tchéka, pour en assurer le bon fonctionnement. Un changement d'échelle s'opère sous Staline, la pensée unique doit désormais régner au sein même du parti. La chasse aux opposants ne cesse d'élargir son champ, et le Goulag de s'étendre géographiquement : assurément la parole du parti est la seule vérité et nul ne saurait ne pas la tenir pour telle. Cette situation s'exporte chez les communistes du monde entier : nulle part un militant ne saurait avoir une opinion personnelle sur un fait, moins encore sur un problème, « tant que le parti n'en a pas délibéré ».

L'institutionnalisation du parti bolchevik comme instance dirigeante de l'État, à la suite de la mise hors la loi de tous les autres partis, se double du contrôle par le parti bolchevik des soviets de députés et autres comités bientôt dessaisis de leurs pouvoirs : par la réduction et l'élimination d'institutions jugées rivales (par exemple, en 1918, l'alliance des bolcheviks et des mencheviks avec les syndicats contre les comités d'usine et leur soviets), par la subversion d'institutions dont la vocation change – c'est le cas des organisations de Jeunes, des Femmes, etc. Après la dissolution de l'assemblée constituante, *manu militari*, le grand tournant se situe en 1919 lorsqu'il est décidé que les membres des organisations autres que le parti, par exemple, le syndicat, devront être « d'abord des communistes, ensuite des membres du syndicat ». L'inscription dans la loi de cette caractéristique n'a été faite qu'à l'occasion de la constitution de 1977. C'est précisément contre son article 6, qui donnait au seul parti communiste de l'Union soviétique le pouvoir de conduire et diriger la société, éliminant par là même toute opposition même formelle, que se dressent les réformateurs. Gorbatchev l'abolit en 1989. Cela signifiait la fin d'un régime, étant entendu que soixante-dix ans après la victoire, pesaient sur la société l'héritage de la peur et de la terreur, ainsi que la faillite de la collectivisation et des Plans. [...]

Introduction : En finir avec trois légendes

A travers l'exemple soviétique, cet ouvrage a pour but d'analyser le passage de la démocratie au communisme bureaucratique, dans une de ses variantes du moins.

Pour l'étude d'un tel passage, l'URSS demeure le meilleur champ d'observation possible : une même génération y a connu successivement les formes les plus variées de démocratie, son envers absolu, le régime stalinien, puis sa mise en cause, réelle ou simulée. Aujourd'hui, il est clair que les clameurs du consensus y étouffent les appels de la contestation.

En outre, spécifique ou pas, l'exemple soviétique constitue bien un modèle. Car, quoi qu'on en dise, qu'il soit élargie à toute la société, qu'il s'institue en pouvoir parallèle ou qu'il demeure une contre-société, le monde des communistes présente toujours un certain air de famille. En bien des domaines, qu'il ait le pouvoir ou qu'il ne l'ait pas, ce monde fonctionne de façon identique en URSS ou hors d'URSS. [...]

On le pressent : le mouvement qu'analyse ce livre nous concerne tous directement. Il se situe apparemment hors de chez nous, dans un passé défini ; mais il est évident que certains de ses traits survivent et sont actuellement bien vivants. La démarche de ce livre est ainsi de rechercher l'origine et la nature de quelques-uns des problèmes de notre temps. [...] au lieu de donner la parole aux dirigeants politiques qui, de la sorte, se trouveraient, une fois de plus, être les seuls à écrire l'Histoire après l'avoir conduite, je la cède également à la société.

Réunis pour analyser une transformation, ces textes, ainsi confrontés, mettent fin à plusieurs légendes.

1 La plus ancienne d'abord, qui veut dater de l'époque de Staline, pas d'avant, la subversion de l'idéal socialiste et révolutionnaire dans la Russie des Soviets. Ces textes attestent que les pratiques qui définissent cette subversion datent de l'époque de Lénine et de Trotski ; pour la plupart, elles sont même antérieures aux débuts de la guerre civile et de l'intervention étrangère, de sorte que la « terreur » ne saurait seulement s'expliquer par les « nécessités du moment ». Ces documents témoignent également que bon nombre de violations attribuées à la révolution d'Octobre sont quelques fois antérieures à la prise du pouvoir par les bolcheviks.

2 Une seconde légende associe l'existence du totalitarisme bureaucratique de type soviétique au léninisme, au parti communiste, à eux seuls. Cette légende est fille d'une croyance que Staline évoquait déjà au lendemain des journées de juillet 1917 : « On accuse notre parti d'avoir désorganisé l'armée, détruit la défense du pays. C'est trop d'honneur. Comment voulez-vous que vingt-quatre mille militants aient pu atteindre un tel résultat ? » « C'est trop d'honneur. » La même réponse pourrait s'adresser, soixante ans après, à ceux qui, communistes ou pas, attribuent à la ligne du parti, au léninisme, à eux seuls, la nature du régime soviétique. Raisonner ainsi, c'est admettre qu'un parti politique et ses militants peuvent exercer une sorte de monopole dans le mouvement de la société ; comme si l'Histoire ne pouvait pas sécréter des conflits dont la nature et l'origine échappent à l'analyse, à l'action des communistes. [...]

A travers cet ensemble de documents qui analyse le mode de constitution et de fonctionnement de cet amalgame, se dévoile la façon dont s'institue un totalitarisme particulier, comment peut se composer le bouquet de ses variétés. Problème actuel, s'il en est, que la vulgate marxiste occulte, réduisant le destin de l'URSS tantôt à l'histoire magique des relations entre le parti et les masses, tantôt à la justification ou à la critique de la ligne du parti. Mais elle glisse sur l'existence de situations ou de conflits dont l'existence même met en cause les fondements de la légitimité du pouvoir communistes, et de ses agents. La vulgate, sous ses formes anciennes ou renouvelées, préfère mettre en

façade le décor en trompe-l'œil des théories sur l'Histoire, sur l'évolution de la lutte des classes, sur la dictature du prolétariat. Ainsi éblouis, s'y laissent piéger à la fois amis et adversaires du socialisme. [...]

Ayant pour objectif d'analyser, non la représentation du régime, le mythe, mais sa genèse, on comprendra que je me réfère à cette vulgate seulement pour en démonter les mécanismes

3 La troisième légende, avant d'être démentie, nécessite qu'on s'interroge sur les rapports d'une société avec les institutions qu'elle a secrétées, sur son identification avec elles, ou, au contraire, sur son désir de les transformer. Abordant à sa façon un aspect de ces problèmes, Benedetto Croce écrivait naguère : « Dans notre société, le socialisme est un idéal, un raisonnement. La patrie est un instinct. » Ce jugement est daté, bien daté... Croce le formulait en 1915, lorsque, malgré les serments de la veille, dans le grand consensus de l'Union Sacrée, la majorité des citoyens s'identifiaient à la patrie, pas à leur classe ; lorsque volèrent en éclats quelques-unes des institutions révolutionnaires que la lutte des classes avait forgées : partis socialistes, II^e Internationale, etc.

D'un monde à l'autre de l'Histoire, ce type d'opposition apparaît : sa permanence est réelle même si les termes qui le définissent changent, ou se dévaluent, tel le concept d'instinct. On observe ainsi que, dès l'origine des sociétés, l'institution fut un système de pratiques sociales désirées, consenties parce que jugées nécessaires et, simultanément, un ensemble de pratiques ressenties comme aliénation, comme contraintes. Dans l'entre-deux se glissent la Morale, le Droit, puis la Théorie. Leur fonction est d'affirmer et de définir la légitimité des institutions, également leur rôle.

Les différentes institutions satisfont, ou non, les besoins collectifs des citoyens. Les révolutions naissent de la rupture de cette harmonie : elles abolissent les institutions sociales et politiques qui ne correspondent plus aux besoins et aux exigences des citoyens ; elles leur en substituent d'autres ; sinon elles changent les hommes sans modifier l'institution. En 1917, on a assisté à ces deux types de changements : la prévention simultanée de plusieurs institutions à devenir source de légitimité.

Selon la vulgate, seuls les partis politiques s'expriment au nom de la population et prétendent à ce rôle, l'un d'entre eux, le parti bolchevik, l'ayant emporté sur les autres, ce qui consacrait sa légitimité historique. En vérité, d'autres institutions que les partis exprimaient une prétention similaire, avaient un projet de société elles aussi, mais la vulgate les a toujours présentées comme des institutions subalternes : tels furent le mouvement syndical, même s'il a été très fortement colonisé par les partis socialistes, le mouvement des comités d'usine, le mouvement coopératif, d'autres encore, sans parler des mouvements nationaux.

Or, la révolution de 1917 vit non seulement un seul parti réussir à faire triompher sa légitimité et sa conception de la légitimité, en assure la permanence et l'extension hors de Russie, mais elle vit également le triomphe des partis sur les autres institutions qui perdirent jusqu'à leur identité. Ce conflit exprimait les contradictions essentielles qui mettaient en cause l'identité de chaque citoyen, son statut dans la société. [...]

Il existe plusieurs systèmes de conflits que les documents qui sont présentés ici ont permis de retrouver. Ils prouvent que la genèse de la société soviétique fut un affrontement entre organisations de type différent (syndicats contre comités d'usine, partis politiques contre syndicats, institutions de démocratie directe contre institutions représentatives, etc.) autant qu'un affrontement entre partis politiques ayant une idéologie différente.